

MODERNISATION ET DÉSÉQUILIBRES DÉMOGRAPHIQUES AU ZAÏRE QUELQUES HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Mumpasi LUTUTALA

Dans un travail antérieur axé sur les analyse différentielles des comportements démographiques au Zaïre (Lututala, 1988a), nous faisons mention de l'absence d'un cadre d'analyse pertinent pour expliquer des comportements « inattendus », que des chercheurs ont pu découvrir, mais que les théories « modernistes » et les méthodes d'analyse classiques étaient incapables d'éclairer. Le même besoin était exprimé quelques années auparavant par Romaniuk (1980 : 294), qui appelait de tous ses vœux la poursuite des interrogations sur la validité des courants dominants concernant les facteurs modernistes qui déterminent la fécondité. Ce qui permettrait, poursuivait-il, d'en arriver à une théorie pertinente et des analyses plus rigoureuses sur le comportement des populations en cette phase de leur transition démographique. L'organisation de ce colloque sur « Déséquilibres alimentaires — déséquilibres démographiques » constitue pour nous une opportunité pour tenter de jeter les premiers jalons d'un tel cadre d'analyse.

En effet, le thème de ce colloque renvoie en fait à la problématique entre la population et le développement, mais sous une perspective qui nous paraît à la fois intéressante et prometteuse. Les études qui ont été réalisées sur cette question mettent généralement en cause, de façon on ne peut plus déterministe, un seul élément, à savoir la population. Celle-ci serait responsable des déséquilibres alimentaires et handicaperait le développement dans son ensemble. On comprend dès lors que ce biais méthodologique, dont il faudrait par ailleurs rechercher les bases théoriques - et idéologiques ? - n'ait pas pu permettre de rendre compte

des effets « négatifs », ou à tout le moins inattendus, de la modernisation sur les comportements démographiques et le système de production.

Comme nous le verrons cependant, les déséquilibres démographiques sont aussi une conséquence de la modernisation, ou si l'on veut du développement, qui sous-tend toute la dynamique démographique. De même, parler de déséquilibres alimentaires laisse supposer des failles dans le système « moderne » de production. Ainsi donc, la modernisation déséquilibrerait les comportements démographiques des individus, leurs conditions alimentaires, bref leur système de production et de reproduction.

Mais que faut-il entendre par « déséquilibres démographiques » ? Voilà une première question à laquelle nous tenterons de répondre dans ce texte. Nous rechercherons par la suite dans quelle mesure ces déséquilibres sont une réalité pour les pays africains en général et le Zaïre en particulier et peuvent être considérés à la fois comme une conséquence de leur modernisation et une stratégie développée pour contrer les effets néfastes du développement. Nous nous focaliserons pour ce dernier aspect sur le cas du Zaïre, pays qui a été longtemps qualifié de « bon élève » du FMI, expression qui témoigne de sa fidélité à la politique d'ajustement structurel, et donc de développement, qui lui a été imposée.

1. Peut-on parler de « déséquilibres démographiques » ?

La théorie de la transition démographique (TTD) a pour ambition, entre autres choses, de schématiser les tendances démographiques. Il s'agit en fait de montrer le passage « à l'occasion d'un processus de 'modernisation' globale, et au bout d'un certain délai, d'un régime traditionnel d'équilibre démographique à mortalité et fécondité fortes, à un régime moderne d'équilibre à mortalité et fécondité basses » (Chesnais, 1986 : 18). Relevons déjà ici, en passant, une première limite de la théorie : le fait qu'elle évacue totalement un des phénomènes fondamentaux de la dynamique démographique, à savoir la migration.

D'après la définition ci-dessus, le déséquilibre démographique ne doit pas être considéré comme un retard historique et/ou par rapport à d'autres pays, de sa transition démographique. Car s'il est une chose sur laquelle on s'entend sur la TTD, c'est que les continents voire les pays n'expérimentent pas leurs transitions démographiques de la même manière (moments et intensité de baisse, facteurs socio-économiques de baisse, etc...). Dire que l'Afrique, par exemple, connaît actuellement les niveaux de fécondité de l'Europe des années 1800 ne signifie pas qu'il s'agit là d'un déséquilibre démographique. Comme l'écrit Condé

(1971 : 40), l'Afrique aurait au contraire connu, à en croire les historiens, une croissance démographique équilibrée du 6^e au 19^e siècle.

L'explication que donne Chesnais (1986 : 333) du déséquilibre démographique est la suivante : un « décalage temporel plus ou moins long entre les deux baisses », étant donné que l'ajustement à la baisse de la fécondité ne vient pas immédiatement après la baisse de la mortalité. Cette définition ne précise pas le temps que devrait durer ce décalage ; elle en laisse sous-entendre cependant les conditions et le moment. Celui-ci se trouve être le moment même où s'amorce et se déroule le processus de modernisation. Le déséquilibre démographique apparaît alors comme étant une situation d'un pays qui ne vit pas un régime moderne d'équilibre (mortalité et fécondité basses) alors qu'il est en plein processus de modernisation. Ici se pose le problème de seuil d'entrée dans la modernité. Ce problème est crucial et est loin d'être réglé ! En Italie, par exemple, la fécondité aurait commencé à baisser lorsque le PNB par habitant avait atteint 300 \$ (Chesnais, 1986 : 341-342). Une question reste cependant posée : comment déterminer à priori ce seuil ? Trois autres indicateurs de modernité ont souvent été utilisés : le taux d'urbanisation, le niveau d'industrialisation et le niveau d'instruction. Il reste cependant qu'« il est impossible de donner une mesure quantitative unique de la modernisation tant celle-ci prend des formes diverses selon les lieux et les époques » (Chesnais, 1986 : 345).

Dans ce texte, nous considérons que tous les pays africains, voire du monde ont atteint le seuil d'entrée dans la modernité, qui se trouve être pour nous le système capitaliste ou occidental de production et de reproduction. Nous nous basons pour cela sur les transformations économiques, sociales et culturelles profondes que le système capitaliste a fait subir aux sociétés africaines. Dans le cadre du Zaïre, par exemple, les auteurs s'accordent à reconnaître que ce pays a connu une amplification de sa modernisation dès la fin de la deuxième guerre mondiale (cf. Romaniuk, 1980 : 294). Le déséquilibre démographique serait donc la caractéristique de tout pays qui accuse à un quelconque moment une mortalité et une fécondité plus élevées en milieu urbain, par rapport au milieu rural, étant entendu que la ville constitue le lieu où s'amorce, s'expérimente et est diffusé le processus de modernisation. Mais ce serait aussi le cas lorsque la mortalité et la fécondité actuelles restent élevées, car l'on considère que tous les pays du monde sont embarqués, à des degrés divers certes, dans la voie du modernisme. Le déséquilibre démographique se traduirait donc, grosso modo, par une relation positive entre processus de modernisation et niveaux de la fécondité et de la mortalité.

Quant aux conditions du décalage, il s'agit d'examiner si la mortalité est effectivement « le moteur de la transition démographique » (Chesnais, 1986 : 53). La TTD postule en effet que la baisse de la

mortalité qui est toujours primordiale, conduit, à long terme, à une baisse de la fécondité. Une faible mortalité infantile, par exemple, n'imposerait plus aux parents de mettre plusieurs enfants au monde en vue de s'assurer une marge de sécurité suffisante suite aux décès potentiels d'enfants, ou simplement de remplacer ceux qui meurent en bas âge. Cette faible fécondité ne provoquerait plus, à son tour, l'effet tautologique forte fécondité - forte mortalité infantile, à cause des faibles intervalles intergénéraliques ou de l'épuisement de la femme (cf. Birdsall, 1977). Dans ce cas, le déséquilibre démographique se traduirait par une relation négative entre la mortalité et la fécondité.

Plusieurs travaux ont essayé de montrer dans quelle mesure la TTD rendait bien compte des tendances démographiques sur lesquelles ils sont basés, ces travaux permettent d'avancer que les pays africains connaissent des « déséquilibres démographiques ». Fargues (1888 : 87), par exemple, présente trois grandes variantes de ce qu'il appelle le schéma africain de transition :

- une natalité et une mortalité encore élevées : cas de l'Afrique orientale et occidentale ;
- une natalité modérée et une mortalité élevée : cas de l'Afrique centrale ;
- une natalité et une mortalité modérées : cas de l'Afrique australe.

Le même auteur trouve par ailleurs une relation négative entre la fécondité et la mortalité ; plusieurs pays, écrit-il, ont « déjà atteint le seuil de mortalité en-deçà duquel la natalité aurait dû baisser » (p.89). Pour sa part, Waltisperger (1988) constate que la mortalité a baissé à un rythme bien plus faible que celui auquel on s'attendait, avec comme corollaire une amplification des inégalités en matière de mortalité selon les niveaux de développement atteints à l'intérieur du continent et des pays. Ces disparités sociales et régionales des transitions se retrouvent en fait à tous les niveaux, et concernent aussi bien la fécondité que la mortalité (cf. Fargues, *op. cit.* ; Lututala, 1988b).

Qu'en est-il du Zaïre ? On dispose de quelques statistiques qui permettent de considérer que le Zaïre connaît lui aussi des déséquilibres démographiques. L'étude précitée de Romaniuk met très bien en évidence que la fécondité au Zaïre a augmenté aux premiers moments du processus de modernisation ; Le TEN est passé de 40% en 1927 à 47,5% en 1962, soit une augmentation de 17%. La comparaison des données de l'enquête démographique de 1955-57 et de celle menée dans l'ouest du Zaïre (EDOZA) montre que cette hausse s'est en fait poursuivie jusqu'aux années soixante dix. De plus, cette hausse est observée aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. La même enquête EDOZA avait permis de déceler deux autres caractéristiques « inattendues » des comportements en matière de procréation : (1) la surfécondité des femmes alphabétisées par rapport aux femmes illettrées et (2) la sur-

fécondité des femmes des professions libérales, des cadres et employés comparativement à celle des agriculteurs et des « sans emplois » (Tabutin 1978). Même si l'on peut penser qu'une légère baisse de la fécondité a dû s'amorcer depuis (les résultats toujours attendus du recensement de 1984 (!) nous le confirmeront), il reste que ce niveau et cette hausse sont tout à fait contraires aux allégations de la TTD.

Les données sur la mortalité ne permettent pas de conclure à une hausse soutenue comme c'est le cas avec la fécondité. On constate cependant que la baisse de la mortalité, lorsque c'est le cas, est assez timide ; ce qui en explique les niveaux encore élevés. Ceux-ci restent, de plus, très controversés, voire incertains, faute de données satisfaisantes (cf. Ngondo, 1980). Sur la migration, signalons deux résultats qui vont à l'encontre de la TTD : un frein, voire une baisse de l'immigration à Kinshasa constatée lors de l'enquête SICAI (Sicai, 1977) et MICOFA (1984), et un retour d'une proportion non négligeable de Kinnois à l'intérieur, entendez vers les milieux ruraux ou les villes secondaires (Lututala, 1987).

2. La théorie de la transition démographique et les déséquilibres démographiques.

La TTD a non seulement pour ambition de schématiser les tendances de la fécondité et de la mortalité comme nous venons de le montrer, mais en plus de les expliquer et de prévoir leur évolution future. Comment explique-t-elle alors les déséquilibres démographiques ?

Il existe plusieurs approches explicatives de la transition démographique et le récent article de Piché et Poirier (1990) a le mérite d'en présenter une synthèse-critique fort réussie. On peut grosso modo les ranger en trois catégories : les approches développementalistes où l'on peut distinguer la théorie structuro-fonctionnaliste, la théorie de la modernisation culturelle, la théorie du développement rural et la théorie des flux intergénérationnels des richesses ; les approches marxistes et enfin l'approche féministe.

Nous ne nous intéresserons pas aux « variables intermédiaires » de la transition, mais plutôt au facteur-clé qui la sous-tend tout au long de son processus. Dans l'approche développementaliste, ce facteur se trouve être la modernisation ou le développement. Ceux-ci sont rendus possibles soit par l'industrialisation, soit par la diffusion de la culture occidentale, soit encore par le développement rural. Pour leur part, les deux autres approches mettent l'accent sur l'introduction du mode de production capitaliste qui, contrairement à la première approche, ne conduit pas nécessairement, loin de là, au développement, ou dont les répercussions sociales sont conflictuelles. Nous verrons plus loin combien cette différence est capitale.

Lorsqu'on examine les approches développementalistes, on se rend compte qu'aucune d'elles ne prévoit des déséquilibres démographiques à la dernière phase de la transition. Elles apparaissent dans ce sens fortement déterministes : la baisse de la fécondité et de la mortalité est une finalité à laquelle il faut coûte que coûte arriver, ou à laquelle on finit nécessairement par arriver. Par ailleurs, le déséquilibre démographique observé en Afrique et au Zaïre en particulier nous paraît inattendu en cette phase du processus de modernisation. Ce qui nous oblige à reconsidérer ces approches. C'est à cette critique interne que nous allons procéder dans les lignes qui suivent, avant d'examiner les mécanismes qui, selon les deux autres approches, conduisent aux déséquilibres démographiques et de montrer comment ces mécanismes agissent sous d'autres cieux.

Dans les approches développementalistes, le couple population-développement souffre d'un problème de conceptualisation : la population est généralement considérée comme une variable exogène, dépendante, passive, voire parasite, alors qu'elle devrait être à la fois le moteur et la finalité de ce développement (Mazouz, 1983 : 61-65 ; Piché et Poirier, 199a). Le développement et le schéma pour l'atteindre apparaissent quant à eux comme irréprochables, une donnée en soi, un postulat. Dans une telle conceptualisation, la TTD devient une théorie qui montre comment le processus de modernisation des pays développés a conduit à une baisse de la fécondité et de la mortalité ; ce qui implique que les pays africains, en l'occurrence, doivent s'engager dans ce processus pour arriver à cette baisse. L'Afrique aurait donc besoin d'industries, de valeurs occidentales et de projets de développement rural pour baisser sa croissance démographique.

Piché et Poirier (*op. cit.*) notent cependant un changement de discours assez subtil : depuis la fin des années 60, l'Afrique aurait plutôt besoin d'une occidentalisation de ses valeurs culturelles que d'industries, celles-ci n'ayant pas nécessairement conduit au déclin de la fécondité dans certains pays. Une piste de recherche pour l'explication des déséquilibres démographiques s'était alors bien dessinée ; il est curieux cependant de constater qu'elle n'ait pas suscité d'engouement ; la population africaine est toujours mise en cause suite à son refus d'adopter des valeurs modernes occidentales.

En fait, cette mise au placard de l'industrialisation n'est que factice, car ce changement de discours ne signifie nullement que les industries ont quitté le sol africain. Par ailleurs, Chesnais (1986 : 419-425) donne trois problèmes méthodologiques qui masqueraient l'effet de l'industrialisation sur la baisse de la fécondité : (1) la difficulté d'apparier la dynamique démographique et l'évolution économique, (2) le recours à des variables agrégées et pas nécessairement pertinentes pour mesurer le développement et (3) la mauvaise interprétation des corrélations

observées. Enfin, de plus en plus d'auteurs insistent sur la nécessité de distinguer très nettement la croissance économique et le développement, et de ne point considérer ce dernier comme une occidentalisation des valeurs culturelles. La croissance économique resterait une condition nécessaire au développement, mais elle n'est pas une condition suffisante. Le développement viserait, en plus, l'amélioration générale des niveaux de vie, une répartition assez égale du revenu et une aptitude à perpétuer les améliorations (Kocher, 1974 : 4). La CEA considère même qu'il faudrait renverser la tendance : « une croissance économique soutenue, bien que nécessaire, ne sera ni suffisante, ni, en fait, possible sans une transformation fondamentale visant à supprimer les distorsions néfastes existant dans les structures économiques et sociales actuelles » (NU/CEA : 1989 : 13).

On peut dire, en conclusion, que la mauvaise conceptualisation du couple population-développement et la vision idéologique et déterministe du développement demeurent « la vraie raison du blocage au développement de la connaissance des relations population-développement » (Mazouz, 1982 : 63). La leçon semble avoir été comprise, car Piché et Poirier (1990 : 18) notent un certain révisionnisme des travaux développementalistes récents ; ceux-ci semblent de plus en plus privilégier une vision macro-économique comme le font les deux autres approches.

Les approches marxiste et féministe postulent que le modèle de développement en vigueur conduit à des inégalités socio-spatiales telles que la fécondité et la mortalité ne baissent pas nécessairement, et que la population finit par développer des stratégies pour contrecarrer les effets néfastes du développement. C'est ce qui vient d'être observé dans sept pays du Tiers-Monde, à savoir les Philippines, la Malaisie, le Bangladesh, l'Inde, la Colombie, l'Argentine et le Pérou (Vlassoff et Barkat-e-Khuda, 1989). Ces stratégies sont tantôt appelées « stratégies de survie », tantôt « stratégies de réduction de risques » ; il s'agit dans tous les cas « des moyens de soulager la pauvreté ou de réduire les risques » (Vlassoff, 1989 : 126). En conclusion des travaux présentés dans ce livre, Vlassoff a regroupé ces stratégies en trois catégories :

** les stratégies économiques :*

- diversification des récoltes et des activités agricoles (+) ;
- modification de la division sexuelle de travail (+) ;
- intégration de plusieurs travaux : travail contractuel, migration saisonnière, agriculture vivrière, artisanat, entreprises commerciales (+) ;
- « auto-exploitation » : utilisation et mauvaise rémunération de la main-d'oeuvre familiale.

** les stratégies démographiques :*

- baisse de la fécondité chez les ménages les moins pauvres (+) ;
- baisse de la fécondité chez les ménages les plus pauvres suite au fardeau économique des enfants (+) ;
- augmentation de la fécondité suite à la préférence des bébés de sexe masculin (+) ;
- augmentation de la fécondité chez les travailleurs salariés en vue d'augmenter les revenus du ménage (-) ;
- mariages tardifs et baisse ou hausse de la fécondité (-) ;
- recours accru à la contraception (+) ;
- migrations saisonnières, permanentes ou scolaires (-).

** les stratégies sociales :*

- nucléarisation des ménages suite aux faibles revenus (+) ;
- élargissement des ménages en vue d'augmenter les ressources et assurer la subsistance des ménages (+) ;
- nucléarisation des ménages suite à l'émigration des enfants (+) ;
- instruction poussée en vue d'améliorer la situation économique des ménages (+) ;
- instruction poussée des filles en vue d'améliorer leurs perspectives de mariages (+) ;
- modernisation des attitudes des femmes vis-à-vis du travail, du mariage, de la procréation (+).

note : (+) résultat non contrasté ; (-) résultat contrasté.

Les résultats de ces travaux permettent de valider le postulat selon lequel les stratégies développées par les familles le sont pour réagir aux effets catastrophiques de la modernisation. C'est notamment le cas de la baisse de la fécondité. Alors que cette baisse est généralement considérée comme une conséquence positive du développement, on observe ici qu'elle survient suite au fardeau que représentent les soins des enfants, leur éducation, etc... Ce fardeau reste à porter si l'on veut que ses enfants aient une place dans la nouvelle structure sociale. Par ailleurs, les avantages attendus des enfants deviennent moins évidents, ce qui n'encourage pas les parents à en avoir beaucoup : les probabilités qu'ont ceux-ci de se trouver, sur le marché du travail, des emplois rémunérateurs qui leur permettraient de s'occuper de leurs parents et frères sont extrêmement faibles. On constate au contraire que les parents sont obligés de continuer à les entretenir, la situation économique retardant et rendant très difficile leur sevrage.

Ces résultats sont intéressants, car ils montrent que la baisse de la fécondité reste fonction du degré de pénétration du capitalisme, de son appartenance à telle ou telle autre classe sociale, ou encore du succès

avec lequel les autres stratégies permettent d'amortir les effets néfastes de la modernisation. On voit ici que la forte fécondité n'est pas impossible, tout comme, cela va de soi, une mortalité élevée. Les effets néfastes de la modernisation occasionnent donc des stratégies de survie qui peuvent se solder par des déséquilibres démographiques.

3. Quelques hypothèses sur le cas particulier du Zaïre.

Nous avons déjà fait état de l'existence de déséquilibres démographiques au Zaïre, lesquels se caractérisent par une fécondité et une mortalité encore élevées d'une part et d'autre part par la surfécondité urbaine. D'après Romaniuk (1980), l'augmentation de la fécondité au cours des années 1929 et 1962 couvertes par son étude s'expliquerait par les effets positifs de la modernisation. Trois acquis de cette modernisation auraient joué un rôle-clé : l'amélioration des soins de santé, l'abandon progressif de l'abstinence durant la période post-partum, et la diminution des intervalles intergénésiques. Le premier facteur aurait permis d'enrayer l'infécondité qui contribuait de beaucoup à la faible fécondité. La baisse de la polygamie aurait rendu incompatible une abstinence post-partum prolongée, tandis que les meilleurs soins offerts aux enfants et la baisse de la mortalité infantile l'auraient rendue moins impérieuse pour la survie des enfants. L'auteur note également l'allaitement au biberon, qui aurait joué un rôle important.

Cette explication nous paraît satisfaisante dans la mesure où il y a eu effectivement une amélioration des conditions et niveaux de vie au cours de cette phase de la modernisation. On doit noter cependant que depuis plusieurs années, la modernisation a plutôt occasionné une détérioration de la situation socio-économique de la population comme nous le montrerons plus loin. L'explication des déséquilibres « actuels » au Zaïre reste donc à rechercher ! On peut penser de prime abord, et pour ce qui est des villes du moins, qu'il s'agit de comportements démographiques qui caractérisent les populations marginales des centres urbains africains en général (cfr Lututala (1988b)). On observe dans ces centres une mortalité de loin plus élevée chez les ménages à habitat médiocre, résidant dans des quartiers pauvres, ayant des emplois moins rémunérateurs et plus précaires, de faibles niveaux d'instruction, etc... Dans la mesure où ces ménages sont nettement plus nombreux, il est normal que la mortalité générale en soit influencée vers la hausse.

Quant à la forte fécondité, plusieurs variables intermédiaires semblent jouer... D'abord cette forte mortalité urbaine qui, comme on le sait, ne peut conduire à une baisse de la fécondité. Par ailleurs, l'enquête sur la prévalence de la contraception (EPC) au Zaïre montre que l'usage des méthodes contraceptives modernes reste limitée et ne compense pas les méthodes traditionnelles d'espacement des naissances. De plus, cet

usage n'est pas nécessairement plus élevé en milieu urbain par rapport au milieu rural (Bakutuvwidi et al., 1985 : 91). Une enquête menée très récemment à Kinshasa (1989) sur le Sida confirme la faible utilisation des méthodes contraceptives modernes, en l'occurrence le condom (cf. Bertrand et al, 1989 :tableaux 9 à 13). L'EPC montre en outre que l'âge à la première union pour les quatre villes enquêtées (Kinshasa, Lubumbashi, Kananga et Kisangani) reste inférieur (15 ans) à celui des deux villages (17,3 ans pour Vanga et 16,4 ans pour Nkara). Un autre facteur non moins important à signaler concerne l'implosion urbaine (surdensification des ménages et de l'habitat). Celle-ci occasionne, entre autres choses, la promiscuité, un brassage culturel, une conscience de « classe », l'atténuation du contrôle social, ce qui augmenterait la fécondité des adolescentes (cf. Gyepi-Garbrah, 1988) ou à tout le moins des grossesses pré-nuptiales, des avortements clandestins, des fausses couches et même une mortalité maternelle et infantile ou, comme à Brazzaville, une surmortalité féminine aux âges de début de procréation, non régligeables. L'enquête Unicef-Fonames suggère que certains aspects ne doivent pas être négligés (cf Ngondo, 1988).

L'augmentation de la fécondité jusqu'à la fin des années soixante-dix ne s'observe pas seulement en milieux urbains mais aussi dans les milieux ruraux (voir annexe I). Il est possible, certes, qu'une baisse ait pu s'amorcer depuis ces années. Mais comme cela a été observé en Asie et en Amérique Latine, cette baisse éventuelle est à considérer plus comme une conséquence des effets néfastes de la modernisation que comme un effet positif du développement. Il en serait d'ailleurs de même des migrations qu'on y observe. Celles-ci prennent plusieurs formes très révélatrices de ce qui les motive : migrations des ruraux vers les villes principales et secondaires, émigration des urbains et retour des migrants vers les villes secondaires et les villages, déplacement des citadins vers la périphérie urbaine et une émigration de plus en plus importante vers le « Miguel », entendez l'Europe (notamment la Belgique, la France et la Suisse) et l'Amérique (Etats-Unis et Canada).

Pour comprendre ces déséquilibres, ainsi que les hypothèses émises ci-dessus, il faut considérer les structures de production et de reproduction. Nous avons déjà eu à démontrer en long et en large (Lututala, 1987 : 48-59) que l'économie zaïroise fut, dès le début de la pénétration coloniale, orientée vers l'extérieur et le mode de production capitaliste. Depuis lors, cette structure de production et de reproduction s'est solidement renforcée, sans pour autant qu'elle déclenche le développement.

C'est donc à travers l'industrialisation que l'on tente de déclencher le développement du Zaïre, même si l'on doit reconnaître quelques efforts très timides pour développer les milieux ruraux. L'escalade à l'endettement et à l'appel des capitaux étrangers est donc une des caractéristiques de l'économie zaïroise qui a donné lieu à un vigoureux

programme d'ajustement structurel que le Zaïre, qualifié de « bon élève du FMI », semble avoir appliqué très fidèlement. Cet endettement a pesé très lourd sur l'économie du pays : jusqu'à 15% des recettes d'exportation ont été consacrées au service de la dette. Un tel ratio devrait inévitablement, d'après Campbell (1988), mettre le Zaïre dans une situation fort critique. Car il est de plus en plus établi que les programmes d'ajustement structurel (PAS) provoquent des effets secondaires indésirables, en particulier dans le secteur social, les mesures imposées réduisant les dépenses sociales au minimum. Aussi assiste-t-on à une marginalisation sociale et une accentuation des inégalités, un durcissement du pouvoir d'Etat et des déséquilibres alimentaires (Campbell, 1988 : 137). Ces effets catastrophiques ont conduit la Banque mondiale à démarrer en 1988 un programme d'ajustement des secteurs sociaux (PASS) « pour éviter les conséquences graves que le sous-financement des secteurs sociaux pourrait avoir sur le capital humain, facteur fondamental du développement socio-économique » (LASK-PASS, 1989 : 4).

Quoiqu'ils utilisent différents termes en fonction de leurs disciplines et cadres théoriques implicites, plusieurs auteurs considèrent comme nous que cette effroyable détérioration des conditions de vie a occasionné le développement des stratégies de survie (Houyoux, 1974 ; Mwabila, 1979 ; Mubake, 1984 ; Pain, 1984 ; Nsaman, 1984). Certains d'entre eux considèrent même que ces stratégies sont devenues un phénomène structurel, tout comme la « crise » économique elle-même. Ainsi Houyoux parle d'une accoutumance des Kinois à la crise : alors qu'on s'attendait à des « processus sociaux de type disjonctif » (comme ce fut le cas à l'occasion de la crise de la décolonisation) face à cette crise, écrit-il, on assiste plutôt à des « processus de type conjonctif » grâce à et/ou à cause de : (1) la contrainte politique, (2) la possibilité d'une mobilité socio-professionnelle, (3) l'origine ethnique de la population de Kinshasa, (4) le paratavail (commerce, coups de main, fraude, location de maisons, solidarité familiale, jardinage et autres), et (5) la dualité culturelle qui occasionne une dualité de comportements. A propos de celle-ci, Mwabila (1979) considère qu'au lieu de s'engager dans des luttes syndicales considérées comme perdues d'avance, les travailleurs préfèrent se replier sur les activités informelles et la solidarité des membres familiaux qui pourvoient à leur misère. Enfin, Mubake (1984) considère que suite, entre autres choses, à la défaillance de l'économie capitaliste périphérique zaïroise, il s'est développé plusieurs activités informelles : corruption, détournements des deniers publics, faux et usages de faux, cumul des fonctions et absentéisme au travail, pots de vin, etc... Plus rémunératrices, celles-ci ont fait perdre à l'emploi officiel, du moins dans le secteur public, toute sa valeur, son efficacité et son équité. Cette vision est partagée par Nsaman (1984).

Les études précitées sur les stratégies de survie au Zaïre ont malheureusement manqué, inconsciemment nous osons croire, d'évoquer les stratégies démographiques ; elles ne permettent par conséquent pas soulever le fond du problème : pourquoi ces stratégies de type conjonctif plutôt que de celles de type disjonctif (cf. Houyoux, *op.cit.*) ? Définies comme étant des stratégies qui « impliquent que le ménage tente de contrôler le comportement démographique de ses membres — c'est-à-dire leur migration, leur fécondité et leur nuptialité — de manière à minimiser les risques d'extinction ou à améliorer les probabilités de subsister » (Schoemaker, 1985 : 25), les stratégies démographiques devraient permettre de répondre à cette question.

En effet, une nouvelle vision des relations population-développement (au niveau micro) met l'accent sur le « régime démographique » : la production et la reproduction des êtres humains sont deux éléments d'un même processus (Cordell, Gregory et Piché, 1987). La dynamique d'un phénomène démographique découle donc de son interaction avec les autres phénomènes démographiques et avec le processus de production des biens de subsistance. La défaillance du sous-système de production, comme c'est le cas au Zaïre, exige donc des stratégies d'adaptation pour continuer à assurer la reproduction. Celle-ci reste sacrée et seules les stratégies qui visent à l'entretenir (ceux du type disjonctif) sont envisageables. Elle reste également primordiale : toute activité humaine n'est possible que si l'être humain *est*, c'est-à-dire doit traverser les différentes phases de son cycle de vie. Les stratégies socio-économiques qu'il met en place n'ont leur raison d'être qu'en vue de permettre ce passage à travers les différentes phases du cycle de vie, pour lui-même et pour tous les autres membres de famille avec qui il coexiste, et parfois même pour qui il existe. Mais comme on l'a vu, ces stratégies sont susceptibles d'entrer en conflit avec les intérêts de la macro-société (par exemple adapter l'effectif de la population aux structures existantes) ou occasionner des déséquilibres démographiques (par exemple une adolescente qui se prostitue et en arrive à donner naissance à un enfant).

Conclusion

La théorie de la transition démographique considère les déséquilibres démographiques comme des effets inattendus, ou à tout le moins, transitoires dans le processus qui conduit vers un équilibre démographique moderne (faible fécondité et faible mortalité). Mais ces déséquilibres démographiques caractérisent de plus en plus les pays dits sous-développés. Malgré la grande offensive menée pour implanter le planning familial, la fécondité de ces pays « hésite » à baisser. Quant à la mortalité, sa baisse est qualifiée de « timide ». L'influence des atti-

tudes culturalistes pro-natalistes qui est généralement retenue et imposée par les théories de la modernisation pour expliquer ces déséquilibres semble de plus en plus inappropriée, à la lumière des critiques sur ces théories, des reconsidérations faites par ceux qui les prônent et des résultats empiriques obtenus des études menées auprès des ménages. On y observe que ces déséquilibres démographiques constituent au contraire un des effets néfastes de la modernisation, ou des stratégies démographiques, économiques et sociales qu'elle impose.

C'est ce que nous avons postulé pour le Zaïre, où des déséquilibres démographiques persistent. Le Zaïre expérimente en effet un modèle de développement fortement « moderniste » sans pour autant que le développement s'amorce, ni que la croissance économique recherchée soit soutenue. Ce qui a donné lieu, ces dernières années surtout, à une politique d'ajustement structurel très musclée et apparemment bien réussie si l'on en juge par le qualificatif de « bon élève du FMI » qui est collé au Zaïre. Cette politique est venue renforcée la destruction des conditions de vie et de reproduction démographique. Ainsi s'expliquerait la baisse timide de la mortalité et surtout la fécondité qu'on y observe, via l'influence controversée des variables intermédiaires. Mais ainsi s'expliquent aussi les multiples stratégies économiques et sociales qu'on y observe, que les ménages développent pour minimiser le risque d'extinction. Car la vie, cest-à-dire le passage à travers les différents cycles démographiques de vie, reste tout compte fait la primauté pour tout individu, pour lui et pour les siens ; tant pis si ces stratégies sont en conflit avec les intérêts de la macro-société, que les structures étatiques sont incapables de promouvoir, ou simplement de sauvegarder. Il s'agit donc bien d'une dialectique population-développement, que des études ultérieures devront examiner en profondeur. C'est là un préalable à l'élaboration d'une politique démographique au Zaïre.

Références bibliographiques

- BAKUTUVWIDI, M., KINAVWIDI L.N. et WAY (1985), *Planification familiale, Fécondité et Santé familiale au Zaïre 1982-19844*, INS-Westinghouse, 210 p.
- BANQUE MONDIALE (1989), *L'Afrique subsaharienne - De la crise à une croissance durable*, Washington, 346 p.
- BERTRAND J.N. et al. (1989), *Connaissance sur le Sida, comportement sexuel et utilisation des condoms dans la prévention du sida à Kinshasa, Zaïre*, Rapport de recherche, Kinshasa, PSDN 49 p.
- BIRDSALL N. (1977), « Analytical Approaches to the Relationship of Population Growth and Development », *Population and Development Review*, (mars-juin) : 63-102.
- CAMPBELL B.K. (1988), « L'endettement en Afrique : conséquence, cause ou symptôme de la crise ? », dans THERRIEN J.P. (dir), *La quête du développement - Horizons canadien et africain*, Montréal, ACFAS : 121-139.
- CHESNAIS J-C. (1986), *La transition démographique - Etapes, formes, implications économiques*, Travaux et documents de l'INED, n° 113, Paris, PUF, 579 p.
- CONDE J. (1971), *The Demographic Transition as Applied to Tropical Africa with particular reference to Health, Education and Economic factors*, Paris, OCDE (OECD) 207 p.
- CORDELL D., GREGORY J. et PICHE V. (1987), « African Historical Demography : The Search for a Theoretical Framework », in D.D. CORDELL J.W. GREGORY (eds), *African Population and Capitalism. Historical Perspective*, London, Westview Press, p. 14-32.
- de MAXIMY R. (1984), *Kinshasa, ville en suspens - Dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme : étude socio-politique*. Paris, Orstom (Travaux et Documents n° 176), 476 p.
- FARGUES P. (1988), « La transition démographique africaine : bilan depuis 1950 et perspectives », dans D. TABUTIN (éd), *Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, Paris, Harmattan, p. 73-103.
- GYEPI-GARBRAH B. (1988), « Fertility and Marriage in Adolescents in Africa », *Actes du Congrès Africain de Population*, Dakar 1988, Dakar, vol. 2 p. 5.3.1.-5.3.15.
- HOUYOUX J. (1973), *Budgets ménagers, nutrition et mode de vie à Kinshasa*, Kinshasa, PUZ, 303 p.

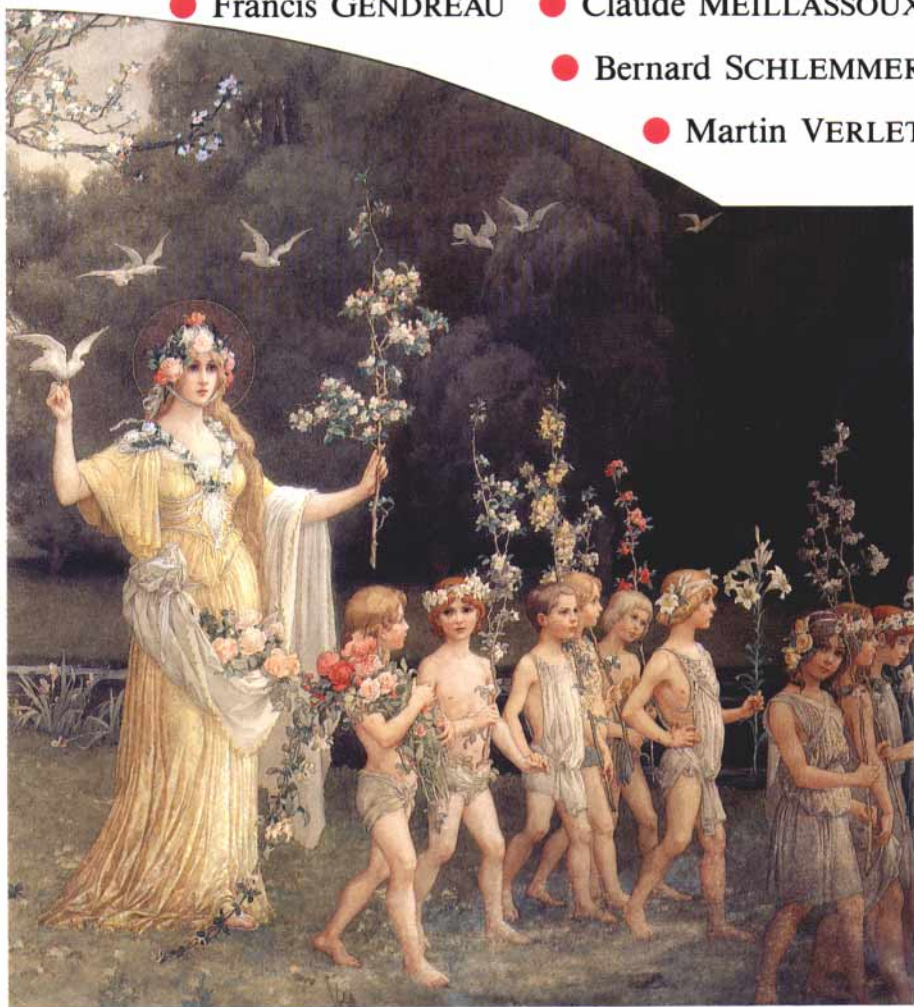
- KOCHER J.E. (1974, *Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité*, New York, The Population Council 126 p.
- LASK-PASS (1989), *Aide-mémoire à l'attention des participants à la journée d'information et de réflexion sur l'ajustement des secteurs sociaux*, Nganda 12 oct..1989, ronéotypé, 8 p.
- LUTUTALA M. (1987), *Dynamique des migrations au Zaïre – le réseau de Kinshasa*, Thèse de Ph.D., Démographie, Université de Montréal, 428 p.
- LUTUTALA M. (1988a), « *Apports et limites de l'analyse des différences en démographie zaïroise* », Communication présentée au III^e Colloque international de l'AIDELF, sur Démographie et différences, Montréal, 7-10 juin 1988, voir aussi *Travaux et Recherches Démographiques*, n° 7, Département de démographie, Université de Kinshasa, 18 p.
- LUTUTALA M. (1988b), « *Aspects démographiques de l'urbanisation en Afrique : la dynamique de la croissance due aux migrations et au mouvement naturel* », *Actes du Congrès Africain de Population*, Dakar 1988, vol. 2, p. 4.2.1.-4.2.17.
- MAZOUZ M. (1983), « *Nature des obstacles au progrès de la connaissance des relations entre Population et Développement* », *Actes du Séminaire sur l'Intégration de la variable population dans la planification du développement économique et social*, Dakar 5-9 déc.1983, p. 59-69.
- MUBAKE M. (1984), « *Economie souterraine et secteur informel au Zaïre : caractéristiques et fonctions* », *Zaïre-Afrique*, n° 188 ; p. 491-497.
- MWABILA M. (1979), *Travail et travailleurs au Zaïre : Essai sur la conscience ouvrière du prolétariat urbain de Lubumbashi*, Kinshasa, PUZ, 198 p.
- NGONDO P. (1988), « *La mortalité des enfants dans les villes du Zaïre : niveaux, tendances et facteurs explicatifs* », Document de travail n°20, Département de démographie, Université de Montréal, 37 p.
- NSAMAN O.L. (1983), « *Le management face à la crise de l'administration publique zaïroise : quelques témoignages introspectifs* », *Zaïre-Afrique*, n°175, mai, p. 271-280.
- NATIONS-UNIES : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (1989) Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), Addis-Abeba, E/ECA/CM.15/6/Rev.3, 64 p.
- PAIN M. (1984), Kinshasa — *La ville et la cité*, Paris, Orstom, 267 p.
- PICHE V. et J. POIRIER (1990), « *Les théories de la transition démographique : vers une certaine convergence ?* » *Sociologie et Société*, sous presse.
- ROMANIUK A. (1980), « *Increase in Natural Fertility During the Early Stages of Modernisation : Evidence from an African Case Study, Zaïre* », *Population Studies*, vol.34, n°2, p. 293-310.
- SCHOEMAKER J. (1985), *Les stratégies de survie et le comportement démographique des marginaux urbains*, Examen de doctorat, Démographie, Université de Montréal, 63 p.
- TABUTIN C. (1988), « *Tendances et niveaux de la fécondité au Zaïre* », *Working paper*, n°54, Département de démographie, UCL.

Les spectres de Malthus

- VLASOFF C. et BARKAT-e-KHUDA (réd), (1988), *L'incidence de la modernisation sur le développement et le comportement démographique — Etudes de cas dans sept pays du Tiers-Monde*, Ottawa, CRDI, IDRC-26Of, 141 p.
- VLASOFF C. (1988), « L'incidence du développement sur le comportement démographique des ménages », dans Vlassoff C. et Barkat-e-Khuda (éd) Ottawa, CRDI, IDRC-206 f, p. 125-141.
- WALTISPERGER (1988), « Tendances et causes de la mortalité » dans Tabutin D. (éd) *Population et sociétés en Afrique au sud du Sahara*. Paris, Harmattan, p. 279-308.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM

edj

CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991